

# Pour des taxes globales

Contribution de Philippe Velche le 1er octobre 2005

Une série d'évènements récents nous permet d'avancer l'idée que la lutte contre le néolibéralisme n'est plus seulement une question de conviction idéologique, mais une nécessité impérieuse si l'on veut éviter que le développement économique que nous connaissons conduise l'humanité dans une impasse sociale et écologique virtuellement mortifère. Citons pêle-mêle, au risque de paraître un peu confus – ou un peut court – la crise du logement qui a frappé à Paris avec un instinct très sûr sur les immigrés les plus démunis, le licenciement de personnels hautement qualifiés chez H.P. pour cause de délocalisation, l'emballement des prix de l'énergie sur fond de raréfaction inéluctable, la multiplication des dérèglements climatiques liés vraisemblablement à l'activité humaine, etc, etc. Ces dernières décennies le mot d'ordre c'était l'ouverture des économies et la mise en cause des états dans leurs fonctions de régulation et de protection sociale. Et en quelques jours on a vu le 1er Ministre se référer au « patriotisme économique », le Président de la République appeler la Commission européenne à intervenir sur le dossier d'H.P. et le Président des U.S.A. confesser la piteuse gestion des conséquences du cyclone Christina vis-à-vis de sa propre population. (Voilà qui en dit long sur l'hyperpuissance !) Manière de reconnaître à plusieurs voix qu'à l'ère du monde fini et du village planétaire ce dont la société humaine a besoin, ce n'est pas tant de dérégulation ni d'autonomisation de l'économie, que de règles pour canaliser le développement et ramener l'économie à une place moins orgueilleuse au sein de la multiplicité des activités humaines. De quelles régulations la mondialisation et surtout la globalisation financière ont-elles besoin ? La réponse ne dépend certes pas de la poignée de bénévoles qui animent notre initiative Voter Y. Mais le moins qu'on puisse dire, c'est que cette problématique ne semble pas être au centre de nos débats. Or il y a un véritable enjeu, et cet enjeu concerne Voter Y à au moins 2 niveaux : – en premier lieu, celui de l'action concrète : il serait quand même paradoxal d'abandonner à Jacques Chirac le terrain de la taxation globale (en l'occurrence sur les billets d'avions pour lutter contre le sida). Serait-on plus conscient à droite ( et peut-être même à l'UMP ) de la nécessité de taxes globales pour répondre aux problèmes d'un monde globalisé que parmi les militants de Voter Y ? – en deuxième lieu, au niveau de la crise du politique. La crise du politique passe certes par le divorce entre les citoyens et les élus, mais cela n'est dû qu'en partie à l'obsolescence des formes de la représentation. Une autre de ses causes, et pas la moindre, c'est l'idée que la politique ne peut pas grand-chose face à l'économie. Idée qui conduit trop souvent les électeurs à s'abstenir ou à ne voter que du bout du bulletin. Il faut donc faire de la nécessité de régulations – démocratiques par leur finalité, mais aussi leur élaboration et leur mise en oeuvre – une revendication de masse, avec pour objectif que s'amorce une première avancée dans la maîtrise par l'humanité de son propre développement. Il est clair que nous aurons du mal à y arriver tout seuls, mais que nous y arriverons encore moins si nous ne faisons pas l'effort de mettre cette question au coeur de notre réflexion. Il me semble donc nécessaire qu'un groupe de travail se penche sur cette problématique et recherche :

1. Les types de régulations et leurs niveaux (entreprise, Europe, institutions internationales ) qu'implique un monde globalisé, à l'économie vertigineusement financiarisée et aux ressources naturelles inéluctablement limitées.
2. Les collaborations (en France et au niveau international) qui seront nécessaires pour avancer dans cette perspective. Certes le mot d'ordre d'une fiscalité internationale, et plus largement d'un nouvel ordre économique et écologique mondial, ne répond pas aux problèmes concrets et pressants qui assaillent la plus grande partie de nos compatriotes et auxquels un candidat de gauche à la Présidence de la République devra proposer des solutions. Mais ne pas en percevoir la nécessité reviendrait pour notre camp à être en retard d'une guerre économique et aller vers de nouveaux échecs.